

Le coût économique de l'inaction

Immigration, croissance démographique et prospérité économique au Canada atlantique

Préparé pour le Conseil d'entreprises du Nouveau-Brunswick (CENB) | Analyse de Jupia Consultants Inc. | octobre 2026

La croissance suit la main-d'œuvre, et l'immigration en assure désormais la totalité



2,6 % → 0,5 %

La croissance a suivi la main-d'œuvre.

La croissance du PIB réel est passée de 2,6 % par an (1981–2007) à 0,5 % (2008–2018) quand la main-d'œuvre a cessé de croître, puis est remontée à 2,4 % (2019–2024) avec la hausse de l'immigration.

+438 % c. -3 %

L'immigration est maintenant la seule source de croissance de la main-d'œuvre.

Les immigrants et les travailleurs temporaires dans la population active ont augmenté de 438 % en 20 ans. La main-d'œuvre née au Canada a reculé de 3 %.

31 % c. 6 %

La prochaine décennie est un choix.

Croissance cumulative du PIB réel d'ici 2035 : 31 % avec une immigration soutenue, 6 % aux niveaux d'avant 2018. Les admissions de résidents permanents ont déjà reculé de 29 % au Nouveau-Brunswick.

175

Les collectivités et les finances publiques portent le risque.

On prévoit que 175 collectivités compteront un tiers de résidents de 65 ans et plus d'ici 2035 (12 en 2011). La péréquation versée aux Maritimes a augmenté de 95 % depuis 2017–2018.

Sources : Statistique Canada; IRCC; Jupia Consultants Inc., *Le coût économique de l'inaction*, octobre 2026.

LE CONTEXTE ACTUEL

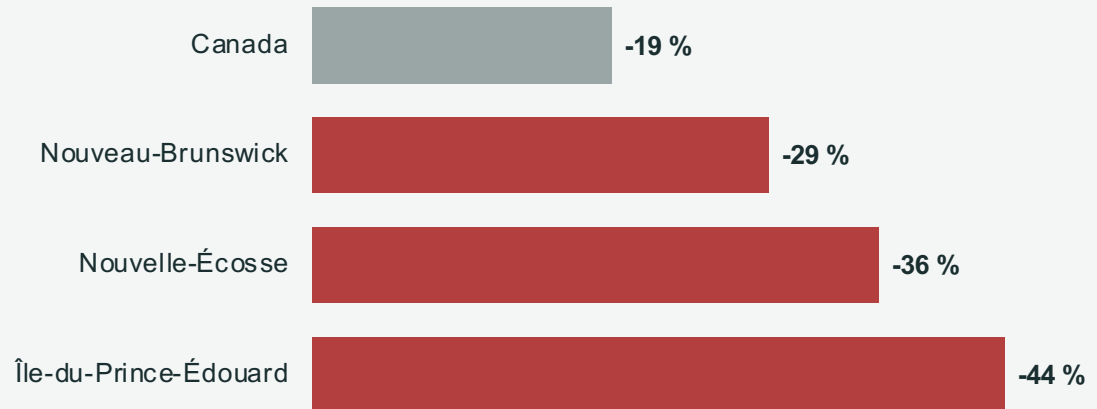
Les admissions de résidents permanents ont reculé bien plus dans les Maritimes qu'à l'échelle nationale

2,1 % → 0,5 %

Croissance démographique annuelle du Canada : moyenne de 2021–2025, comparativement à la période de juillet 2025 à juillet 2026.

Le plan fédéral de réduction des résidents temporaires et des admissions de résidents permanents compromet le potentiel de croissance de la région.

Baisse des admissions de résidents permanents, 2025 c. 2024

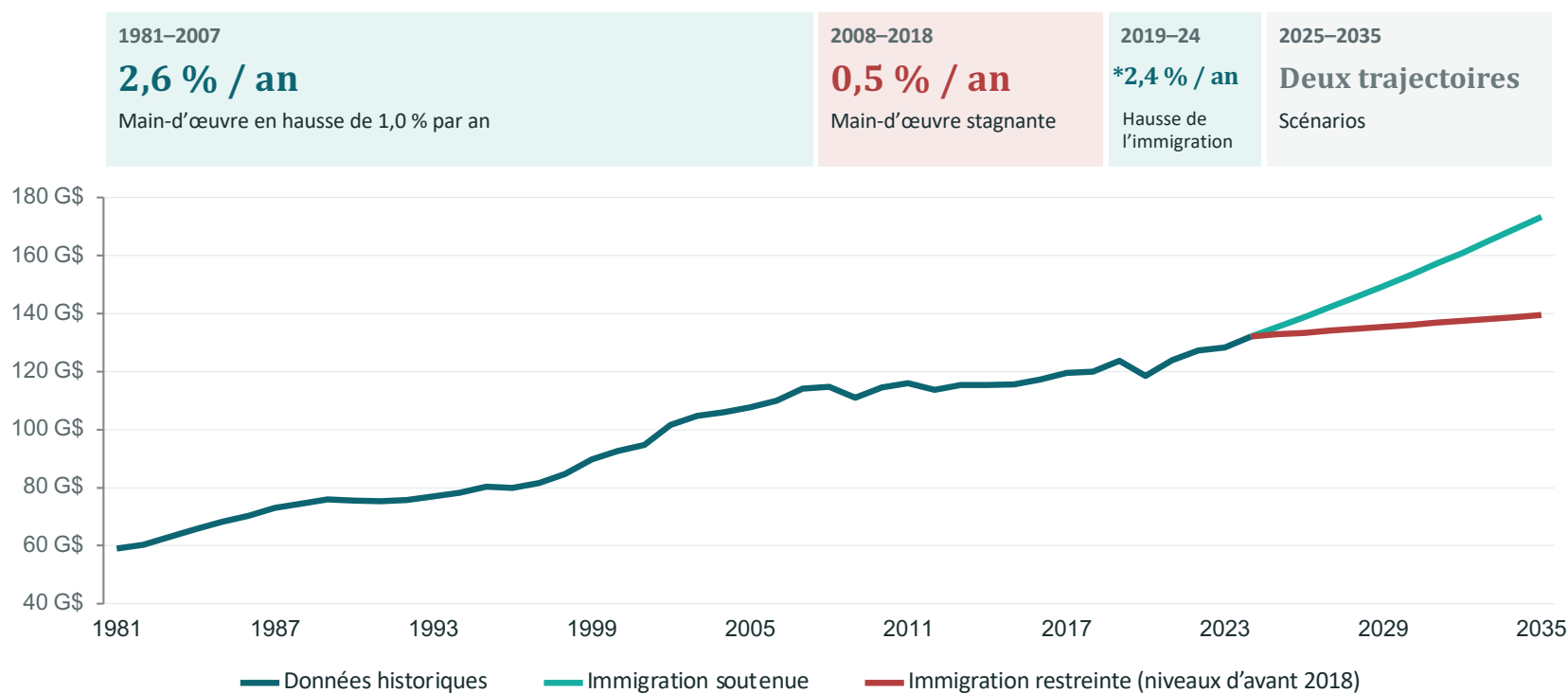


Ces réductions s'ajoutent à de fortes baisses du nombre d'étudiants étrangers et d'autres résidents temporaires.

Sources : IRCC (admissions de résidents permanents, 2025 c. 2024); Jupia Consultants Inc.

LE COÛT DE L'INACTION

Quand la main-d'œuvre a crû, l'économie a crû. Quand elle a stagné, la croissance aussi.

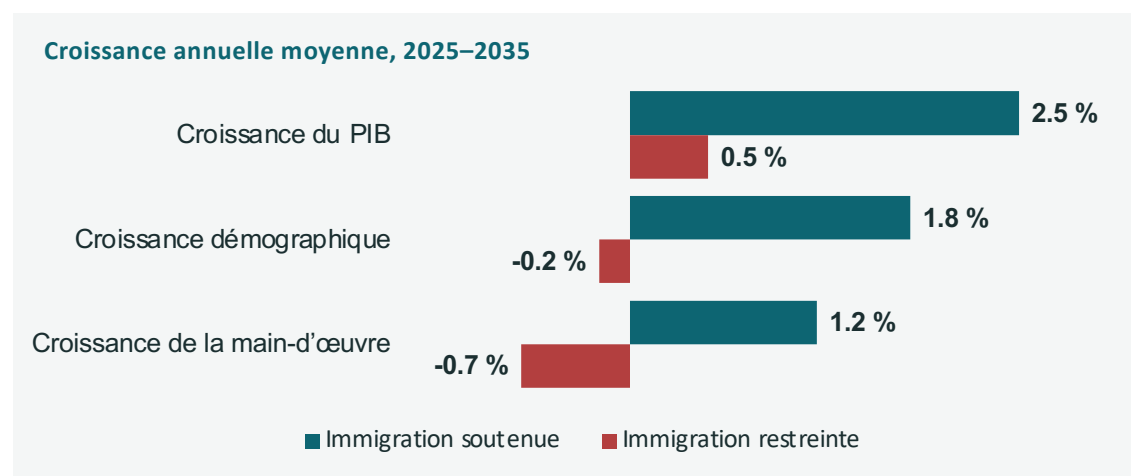
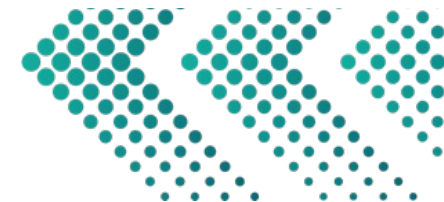


173 G\$
(≈ 34 G\$ d'écart en 2035)
140 G\$

PIB réel. La moyenne de 2019–2024 exclut les années de pandémie 2020–2021. Données historiques : Statistique Canada. Projections : Jupia Consultants Inc.

LE COÛT DE L'INACTION

Immigration soutenue : croissance annuelle de 2,5 %. Immigration restreinte : 0,5 %.



Postes vacants pourvus, 2025–2035

441 000

Soutenue

172 000

Restreinte

Variation de la population active, 2025–2035

+175 300

Soutenue

-94 000

Restreinte

CE QUE CELA SIGNIFIE : ÉVALUATION DE JUPIA (SARCELLE = SOUTENUE, ROUGE = RESTREINTE)



Régions rurales et petits centres urbains

Inverse le déclin à long terme

Accélère le déclin à long terme



Exportations

Croissance soutenue

Déclin probable



Finances provinciales et municipales

Budgets plus équilibrés

Pourrait aggraver les déficits



Péréquation fédérale

Hausse atténuée

Forte expansion probable



Nouvelles possibilités économiques

Capacité d'agir : importante

Capacité d'agir : très limitée

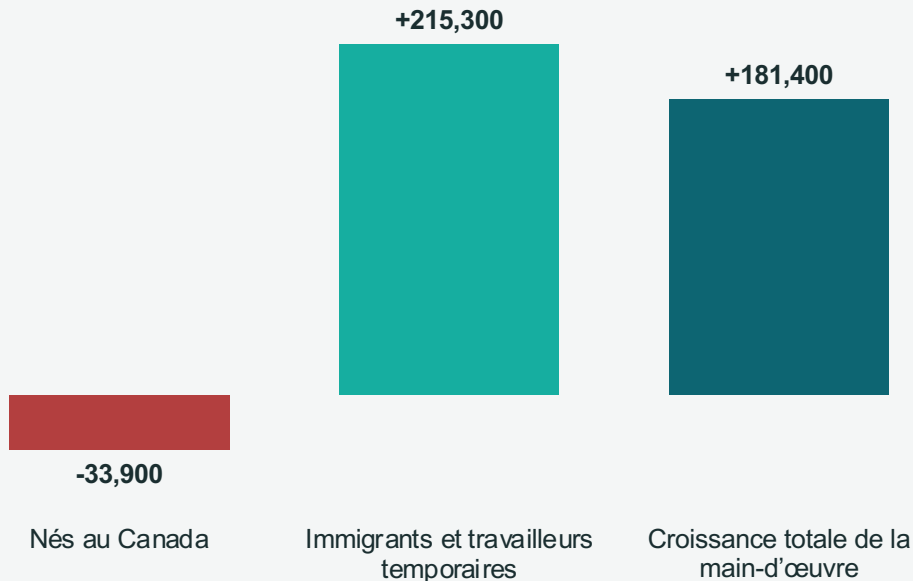
Scénarios 2025–2035. Restreinte = niveaux d'immigration d'avant 2018 avec peu de travailleurs temporaires. Les résultats qualitatifs sont l'évaluation de Jupia. Source : Jupia Consultants Inc., octobre 2026.

MAIN-D'ŒUVRE

Toute la croissance nette de la main-d'œuvre en 20 ans est attribuable aux immigrants et aux travailleurs temporaires



Variation de la population active du Canada atlantique, août 2006 à août 2026



+438 %

Immigrants et travailleurs temporaires dans la population active
(49 200 à 264 500)

-3 %

Travailleurs nés au Canada dans la population active (1,19 M à 1,15 M)

Accroître la participation des travailleurs nés au Canada sera utile. Le Nouveau-Brunswick affiche le deuxième taux de participation le plus bas chez les 55 ans et plus. Mais cela ne peut représenter qu'une petite part de la croissance requise.

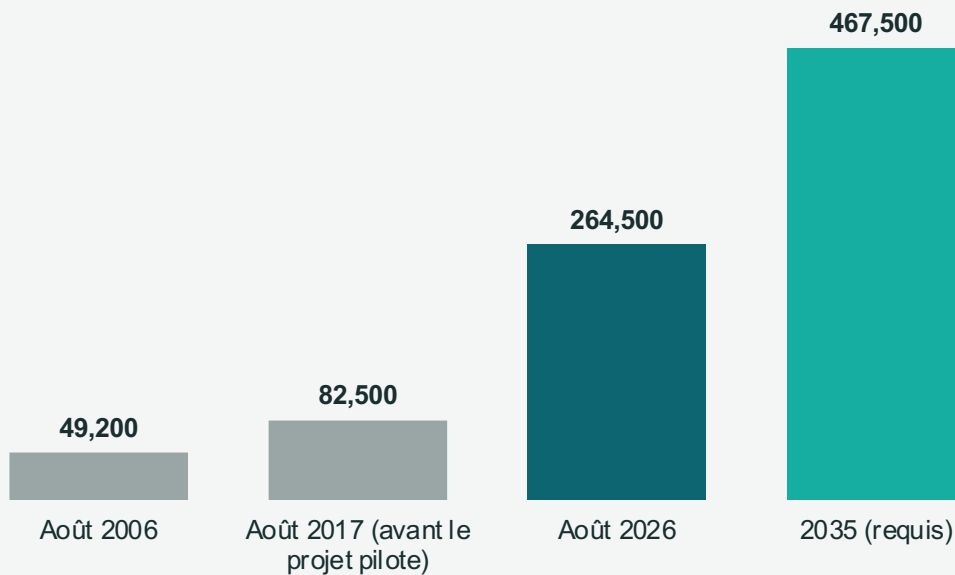
Données mensuelles non désaisonnalisées, d'août 2006 à août 2026. Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0471-01.

MAIN-D'ŒUVRE

Le bassin a triplé depuis 2017, et il faudra 203 000 personnes de plus d'ici 2035



Immigrants et travailleurs temporaires dans la main-d'œuvre du Canada atlantique



×3

de croissance depuis le lancement, en 2017, du Projet pilote d'immigration au Canada atlantique (82 500 à 264 500)

+203 000

immigrants et travailleurs temporaires de plus nécessaires d'ici 2035 pour atteindre la cible de croissance de la main-d'œuvre de 1,3 % de l'Atlantic Economic Panel

À risque

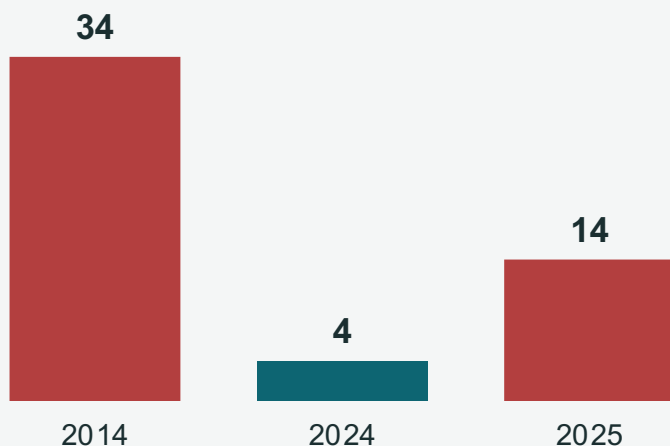
Une réduction des résidents permanents et temporaires pourrait freiner nettement cette croissance. Les travailleurs temporaires sont passés de 10 500 à 88 100 depuis 2006.

Au mois d'août de chaque année; données mensuelles non désaisonnalisées. Le chiffre de 2035 reflète la cible de l'Atlantic Economic Panel d'une croissance annuelle de la main-d'œuvre de 1,3 %. Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0471-01; Jupia Consultants Inc.

L'immigration a empêché les petites collectivités de rétrécir, et les compressions inversent déjà cette tendance



Divisions de recensement en perte de population (sur 46)



Les décès ont dépassé les naissances dans 42 des 46 divisions en 2025. L'immigration est la principale source de croissance.

Immigrants s'établissant dans de petites collectivités, 2014 → 2024

45 → 563

Comté de Gloucester (N.-B.)

55 → 1 200

Comté de Prince (Î.-P.-É.)

13 → 234

Comté de Cumberland (N.-É.)

47 → 316

Division 5, ouest de T.-N.-L.

2025 : l'immigration a reculé dans 34 des 46 divisions

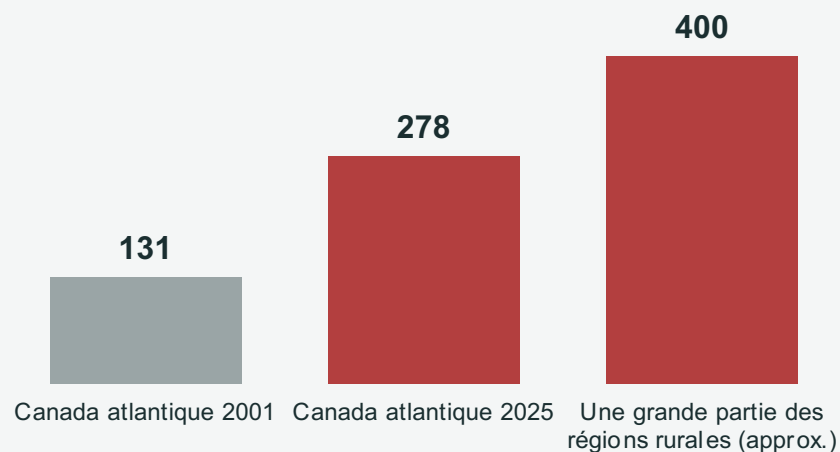
Comté de Restigouche -44 % | Comté de Prince -41 % | Cap-Breton -22 %. Un nouveau recul est probable en 2026.

COLLECTIVITÉS RURALES ET PETITS CENTRES URBAINS

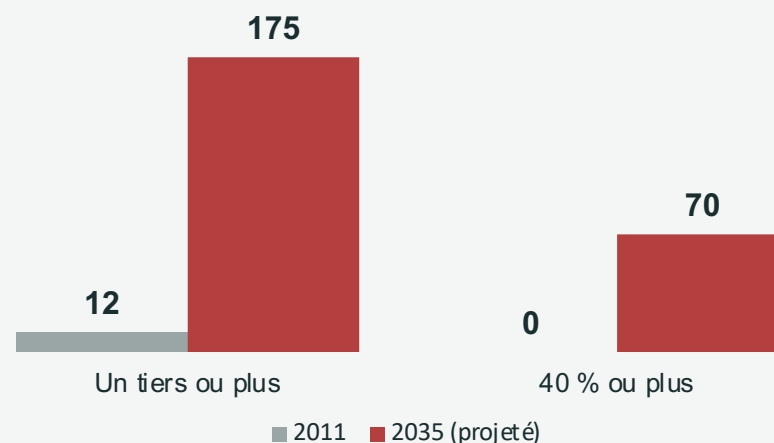
D'ici 2035, on prévoit que 175 collectivités compteront un tiers de résidents de 65 ans et plus



Résidents de 55 ans et plus pour 100 enfants de moins de 15 ans



Collectivités (sur 375) selon la part de résidents de 65 ans et plus



LES CONSÉQUENCES DU VIEILLISSEMENT

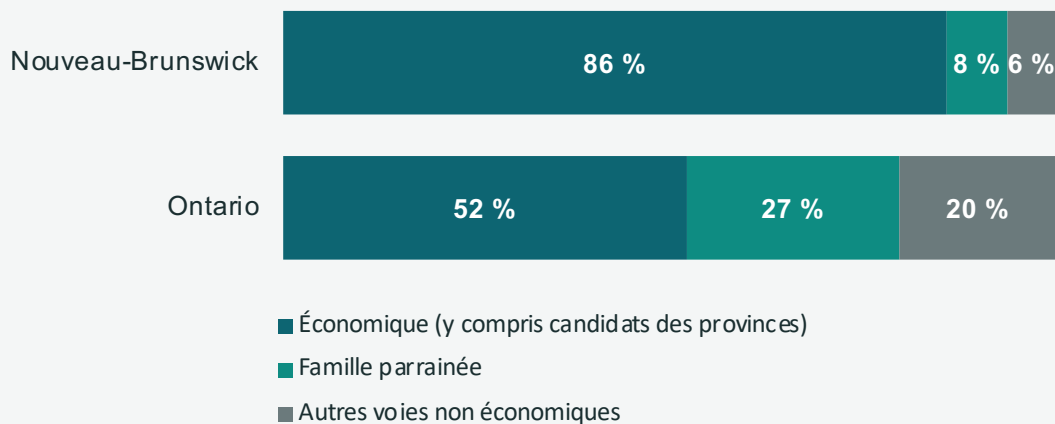


À gauche : Statistique Canada, 2001 et 2025. À droite : projections démographiques de Statistique Canada (février 2026) pour 375 subdivisions de recensement. Source : Jupia Consultants Inc.

Le Canada atlantique a peu de voies d'immigration en dehors des volets liés à un employeur



Admissions de résidents permanents selon la voie d'immigration, 2025 (% du total)



**14 % c.
48 %**

Part des résidents permanents admis par des voies non économiques : Nouveau-Brunswick c. Ontario

**45 % c.
15 %**

Part des admissions par le programme des candidats des provinces : Nouveau-Brunswick c. Ontario

75 c. 8 885

Réfugiés parrainés par le secteur privé admis en 2025 : Nouveau-Brunswick c. Ontario

Les arrivants des voies non économiques peuvent travailler dans tous les secteurs, y compris dans les petites entreprises qui n'ont pas les moyens de recruter à l'étranger. Une attention trop étroite aux travailleurs hautement qualifiés risque d'entraîner du sous-emploi et des départs vers d'autres régions.

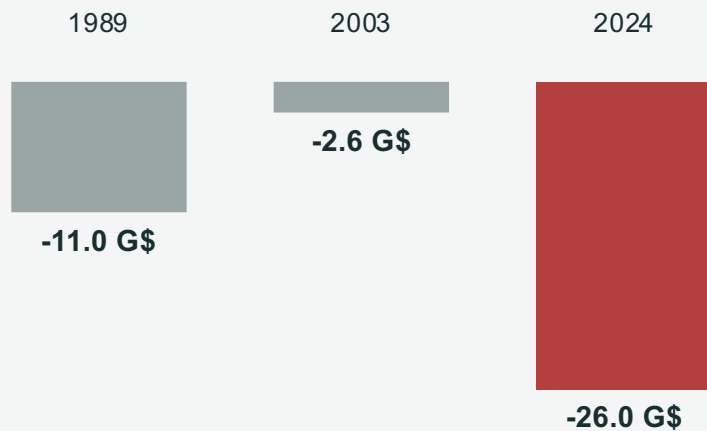
Les voies économiques comprennent les programmes de travailleurs, les programmes pour gens d'affaires et les programmes des candidats des provinces. Les autres voies non économiques comprennent les réfugiés et les personnes protégées. Source : IRCC, 2025.

EXPORTATIONS

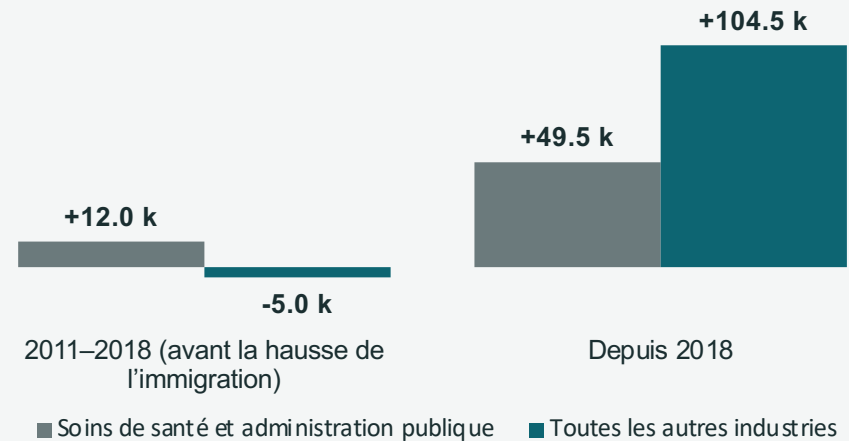
Un marché du travail tendu attire les travailleurs vers les services locaux et les éloigne des exportations



Balance commerciale du Canada atlantique (en milliards de dollars)



Variation de l'emploi (en milliers d'emplois)



55 % → 66 %

Importations en proportion du PIB, de 1987 à 2024 (87 G\$ d'importations en 2024)

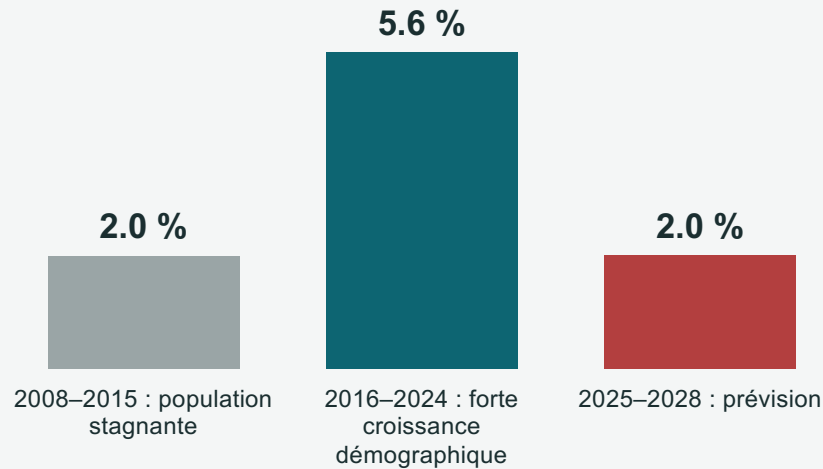
L'immigration est nécessaire à la croissance des exportations, mais elle ne suffit pas. Elle doit s'accompagner d'une stratégie axée sur les exportations.

Variation de l'emploi dans les quatre provinces de l'Atlantique. Source : Jupia Consultants Inc.; Statistique Canada.

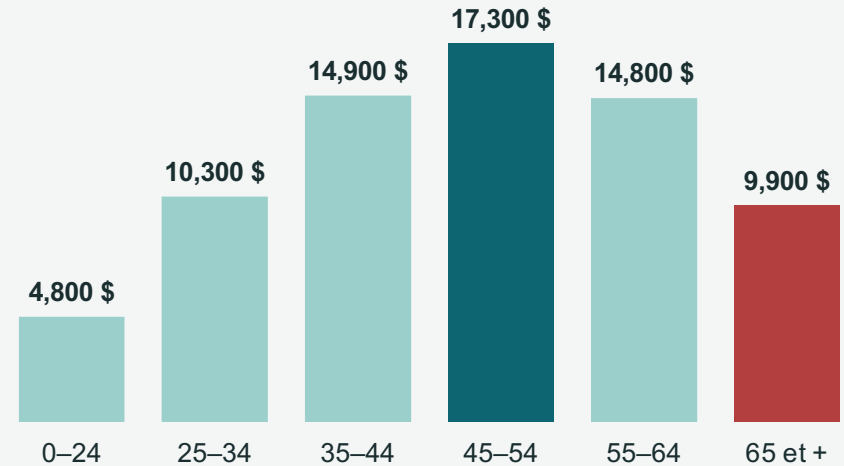
Les revenus ont suivi la population, et les résidents en âge de travailler soutiennent l'assiette fiscale



Croissance annuelle moyenne des revenus du N.-B.



Impôt sur le revenu moyen payé selon l'âge, Canada atlantique (2023)



Une personne de 45 à 54 ans paie environ 75 % plus d'impôt sur le revenu qu'une personne de 65 ans ou plus. Renouveler la population en âge de travailler est la façon de faire croître l'assiette fiscale sans hausser les taux.

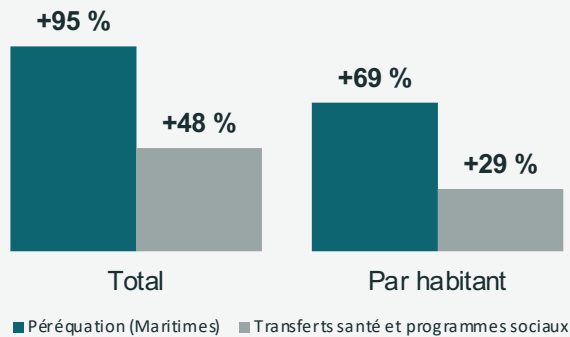
À gauche : Tableaux budgétaires provinciaux de RBC Économie; estimations de 2027 et 2028 du gouvernement provincial dans le Budget principal des dépenses. À droite : Statistique Canada, tableau 11-10-0051-01 (2023).

La croissance est l'alternative à une facture de péréquation en hausse

3,9 G\$ → 7,6 G\$

Péréquation fédérale versée aux trois provinces maritimes, de 2017–2018 à 2026–2027 (+95 %)

Hausse depuis 2017–2018



Sources : ministère des Finances du Canada; RBC Économie; Jupia Consultants Inc.

Conseil d'entreprises du Nouveau-Brunswick | New Brunswick Business Council

Engagement constitutionnel

L'article 36 de la Loi constitutionnelle de 1982 engage le Canada à assurer des services publics sensiblement comparables d'une province à l'autre.

Peu de marge pour hausser ses propres revenus

La région applique déjà les taux d'imposition les plus élevés (TVH, impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés). Une population active en déclin réduit la capacité de financer les services.

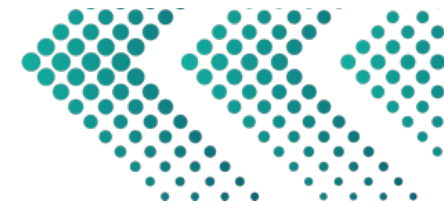
Une facture fédérale plus élevée

Sans croissance démographique, le gouvernement fédéral pourrait devoir verser des milliards de dollars de plus en péréquation au cours des 10 à 15 prochaines années.

La voie vers l'autosuffisance

L'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont accru leurs redevances grâce à l'exploitation des ressources. À l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador, les redevances ont reculé au Canada atlantique.

Plus d'immigration va de pair avec plus de prospérité, et non moins

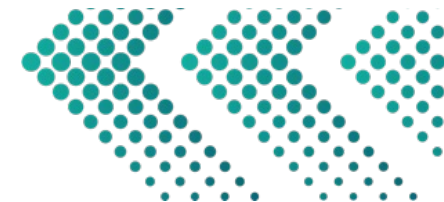


	PIB par habitant le plus faible	PIB par habitant le plus élevé
États américains	Mississippi, Virginie-Occidentale, Arkansas, Alabama, Oklahoma, Kentucky, Idaho et Caroline du Sud. Tous affichent de faibles taux d'immigration.	New York, Massachusetts, Californie, Connecticut, Illinois, New Jersey, Washington et Texas. La plupart comptent une importante population née à l'étranger.
Provinces canadiennes	Les provinces les plus pauvres ont toujours eu une faible immigration. L'exception est Terre-Neuve-et-Labrador, où le pétrole extracôtier et l'exploitation minière font grimper le PIB par habitant.	L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique affichent des taux d'immigration élevés. La Saskatchewan est un cas à part, mais sa population immigrante figure parmi celles qui croissent le plus rapidement en Amérique du Nord.

L'objection : limiter l'immigration pour que les entreprises investissent dans la technologie et que la productivité augmente. Les données à long terme montrent le contraire. **Les populations en croissance attirent les investissements et bâtissent des industries à forte valeur ajoutée axées sur l'exportation. (Corrélation, et non preuve de causalité, mais indicateur solide.)**

PIB réel par habitant, 2024, en parité de pouvoir d'achat. Part de la population née à l'étranger : États-Unis, 2024; Canada, Recensement de 2021. Source : U.S. Census Bureau, Bureau of Labor Statistics, Statistique Canada.

Quatre priorités pour relancer la croissance au Canada atlantique



Rétablir une croissance démographique soutenue de 1,5 à 2,0 % par an

Le scénario soutenu (1,8 % par an) produit une croissance du PIB de 2,5 % et une croissance de la main-d'œuvre de 1,2 %. Si les grands centres continuent de croître de 2 % ou plus, le taux régional doit être plus élevé.



Fixer des cibles à partir des données du marché du travail et de la démographie du Canada atlantique

Atteindre la cible de croissance de la main-d'œuvre de l'Atlantic Economic Panel : 203 000 immigrants et travailleurs temporaires de plus d'ici 2035, avec de la souplesse pour les pointes saisonnières dans la transformation du poisson et des produits agricoles.



Élargir la composition des voies d'immigration au-delà des volets liés à un employeur

Harmoniser l'immigration avec la demande de main-d'œuvre à tous les niveaux de compétence et amener davantage de voies familiales et autres voies non économiques dans la région (14 % des admissions au N.-B. c. 48 % en Ontario).



Planifier délibérément la croissance des régions rurales et des petits centres urbains

Des plans ciblés de croissance démographique pour les collectivités où le besoin de remplacement de la main-d'œuvre est le plus grand, et là où se trouvent les occasions de croissance dans les ressources et l'agriculture.

Jumelée à une stratégie axée sur les exportations, une immigration soutenue rapproche le Canada atlantique de l'autosuffisance économique. Le CENB est prêt à travailler avec les gouvernements partenaires.

Sources : Jupia Consultants Inc., *Le coût économique de l'inaction*, octobre 2026; Atlantic Economic Panel; IRCC. Les priorités reflètent les recommandations du CENB, éclairées par l'analyse.